



**HAL**  
open science

# La situation politique en Alsace dans les années 1920 et 1930 : les liens d'une partie des autonomistes avec le national-socialisme

Jérôme Schweitzer

► **To cite this version:**

Jérôme Schweitzer. La situation politique en Alsace dans les années 1920 et 1930 : les liens d'une partie des autonomistes avec le national-socialisme. Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg. Face au nazisme : le cas alsacien, Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, p. 26-48, 2022, 9782859230944. hal-04300423

**HAL Id: hal-04300423**

**<https://hal.science/hal-04300423>**

Submitted on 22 Nov 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

## **La situation politique en Alsace dans les années 1920 et 1930 : les liens d'une partie des autonomistes avec le national-socialisme – Jérôme Schweitzer**

L'Alsace des années 1920 et 1930 est une région partagée à plusieurs titres. D'abord, en raison de son retour récent à la République française, sa population, majoritairement de langue et de culture germanophones, doit s'adapter à une situation qui provoque des crispations politiques et une montée du mouvement autonomiste. Ensuite, la crise économique née en 1929, qui touche la France à partir du début des années 1930, n'épargne pas le tissu industriel alsacien. Cette situation favorise l'émergence d'un courant politique favorable à une part d'autonomie plus importante de l'Alsace. Progressivement des prises de positions plus fortes se développent au sein de ces mouvements jusqu'à défendre des idées séparatistes et un rapprochement avec l'Allemagne.

### **Le « retour à la France » après 1918**

La fin de la Première Guerre mondiale constitue sans conteste un moment d'enthousiasme partagé dans toute l'Alsace, en particulier dans ses principales villes, Strasbourg, Colmar ou Mulhouse qui accueillent chaleureusement les troupes françaises. Leur arrivée signifie en effet le retour de la paix, la fin des restrictions, la liberté retrouvée après l'oppression militaire mais aussi le retour de l'ordre, notamment à Strasbourg et Mulhouse qui avaient connu plusieurs jours d'insurrection révolutionnaire. Une réelle liesse populaire se manifeste à l'entrée des troupes, de leurs chefs et des responsables politiques de la III<sup>e</sup> République durant le mois de novembre 1918. Dès cette époque, la presse alsacienne diffuse l'idée d'un plébiscite spontané<sup>1</sup>, une idée reprise par le président de la République, Raymond Poincaré, lorsqu'il affirme en décembre 1918 : « Sans l'Alsace, la France avait perdu son équilibre, elle le retrouve aujourd'hui<sup>2</sup>. » Le retour des « provinces perdues » devient l'une des justifications du sacrifice des 1,4 million de soldats français morts au front. Cependant, un certain malaise commence à poindre entre l'Alsace et la France lorsque des « commissions de triage » de la population de l'ancien *Reichsland* sont instaurées pour débusquer les immigrés allemands et les germanophiles « indésirables » : 110 000 personnes sont expulsées sans ménagement, souvent sur dénonciation<sup>3</sup>.

Sur le plan administratif, le gouvernement met en application une organisation préparée durant la guerre. À partir du 26 novembre 1918, le « service général d'Alsace-Lorraine » reçoit ainsi la triple tâche de « centraliser l'action administrative qu'exercent les commissaires de la République dans les territoires de Lorraine, Basse-Alsace et Haute-Alsace », de « coordonner l'action des œuvres de protection ou assistance en faveur des Alsaciens ou Lorrains », enfin de « préparer, avec le concours des divers départements ministériels, le règlement des questions posées par la réintégration de ces

---

<sup>1</sup> Francis GRANDHOMME, « Retrouver la frontière du Rhin en 1918 : l'entrée des poilus en Alsace et le retour à la France », dans la *Revue d'Alsace* [En ligne], 139 | 2013, mis en ligne le 01 octobre 2016, consulté le 24 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1949> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.1949>

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Laird BOSWELL, « From Liberation to Purge Trials in the “Mythic Provinces”. Recasting French Identities in Alsace and Lorraine 1918-1920 », *French Historical Studies*, 23.1, 2000, p. 129-162 cité par Francis GRANDHOMME, « Retrouver la frontière du Rhin », *op. cit.*

territoires ». Chaque département ministériel détache un représentant auprès de la présidence du Conseil – l'équivalent des services actuels du Premier ministre – afin de « coordonner et contrôler le fonctionnement des services relevant du département ministériel qu'il représente », et d'étudier l'organisation définitive à donner aux territoires après la signature de la paix<sup>4</sup>. Envoyés en Alsace ou en Moselle avec une certaine précipitation, la plupart des fonctionnaires ignorent les réalités sur place. Ils appliquent d'emblée des méthodes administratives teintées d'une volonté assimilatrice et centralisatrice<sup>5</sup>, des pratiques qui donnent lieu à un mécontentement naissant. La création d'un commissariat général à Strasbourg, confié à Alexandre Millerand, ancien ministre de la Guerre, permet un apaisement temporaire<sup>6</sup>. Le cadre législatif religieux et scolaire par exemple, pourtant en contradiction avec les lois françaises, n'est pas modifié.

Sur la rive droite du Rhin, ces premières années du retour de l'Alsace à la France sont marquées par l'activisme de certains Alsaciens et de « vieux Allemands » expulsés en 1918 dont l'ambition est d'entretenir le souvenir du *Reichsland* disparu, voire d'encourager un retour de l'Alsace et de la Moselle à l'Allemagne. Dans ce domaine, Robert Ernst exerce une influence considérable. Né en Alsace en 1897, engagé dans l'armée allemande dès 1914, à 17 ans, il suit ses parents au moment de leur expulsion après 1918<sup>7</sup>. Ernst organise ensuite et participe à de nombreux mouvements destinés à rassembler les Alsaciens-Lorrains désormais installés dans l'Allemagne de la République de Weimar. Ernst accueille notamment, lors de conférences, des orateurs qui soulignent l'appartenance de l'Alsace et de la Lorraine à l'État allemand et à sa culture<sup>8</sup>. Autre organisme d'influence mais non directement lié à ces revendications irrédentistes, le *Wissenschaftliches Institut der Elsass-Lothringer im Reich*<sup>9</sup> est fondé à Francfort-sur-le-Main en 1921. Dirigé par Georg Wolfram, ancien directeur de la Bibliothèque impériale, régionale et universitaire de Strasbourg<sup>10</sup>, cet institut, soutenu par l'État allemand, mène des recherches historiques sur l'histoire du *Reichsland*<sup>11</sup>. Ses publications, inscrites dans le courant *völkisch* qui accorde une grande importance aux « racines germaniques », s'opposent aux valeurs défendues par les historiens nommés à l'université de Strasbourg, rouverte par les autorités françaises en 1919. À cette période, ces institutions, ces mouvements et leurs discours ont peu d'influence en Alsace. La situation évolue cependant à partir de 1924 et de la crise politique provoquée par le nouveau gouvernement français.

### La crise politique des années 1924-1928

En mai 1924, le cartel des gauches remporte les élections législatives et Edouard Herriot prend la présidence du Conseil. Radical-socialiste, il entend poursuivre le développement des lois promouvant la laïcité et défendre l'unicité de la République, une volonté dont l'une des conséquences doit être l'introduction en Alsace et en Moselle de l'ensemble de la législation en vigueur ailleurs en France, notamment la séparation des Églises et de l'État décidée en 1905 et la laïcité de l'école introduite en

---

<sup>4</sup> Joseph SCHMAUCH, « Novembre 1918. L'administration française s'établit en Alsace-Lorraine », dans la *Revue d'Alsace* [En ligne], 139 | 2013, mis en ligne le 01 octobre 2016, consulté le 24 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1951> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.1951>

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> Francis GRANDHOMME, « Retrouver la frontière du Rhin », *op. cit.*

<sup>7</sup> Alfred WAHL, *Les Autonomistes alsaciens, 1871-1939*, Orbe (Suisse) : éd. du château, 2019, p.148.

<sup>8</sup> *Loc. cit.*

<sup>9</sup> L'institut académique consacré à l'Alsace-Lorraine dans l'empire allemand.

<sup>10</sup> L'actuelle Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.

<sup>11</sup> Alfred WAHL, *Les Autonomistes alsaciens, op. cit.*, p.150.

1882<sup>12</sup>. L'annonce de ces mesures provoque une réaction d'une violence inattendue en Alsace : des réunions et des manifestations hostiles au gouvernement sont organisées avec le soutien des autorités religieuses des confessions protestante et catholique. Une pétition contre l'instauration de l'école interconfessionnelle, étape vers l'enseignement laïc, rassemble plus de 600 000 signatures en Alsace et en Moselle. Face à cette situation de tension, le gouvernement renonce finalement à son projet de réforme, mais le malaise entre les régions recouvrées et le reste de la France sort renforcé de l'épisode. Les populations d'Alsace et de Moselle estiment qu'elles sont mal défendues à Paris. Le 9 mai 1925 sort ainsi le premier numéro du journal *Die Zukunft* (l'Avenir) qui lance un appel à la défense des droits de « la patrie » aux Alsaciens et aux Lorrains<sup>13</sup>. Les revendications prennent progressivement corps autour de la défense du statut confessionnel, des questions scolaires et linguistiques ou encore de l'influence locale sur la vie économique et administrative. Elles sont les points forts des programmes des partis régionaux, notamment de l'Union populaire, républicaine et nationale (UPRN).

En 1926, une *Elsass-Lothringischer Heimatbund* (ligue de la patrie alsacienne-lorraine) est créée ; aux demandes précédentes s'ajoute désormais celle d'une « autonomie complète dans le cadre de la France<sup>14</sup> ». Cette évolution entraîne des sanctions de la part du gouvernement français à l'encontre des fonctionnaires signataires du manifeste lancé par la ligue. Au cours de l'année 1927, les divergences grandissantes provoquent une scission du mouvement autonomiste qui se divise en autonomistes modérés, rassemblés au sein de l'UPRN et se désolidarisant du *Heimatbund*, et autonomistes plus radicaux, rassemblés au sein de l'*Unabhängige Landespartei für Elsass-Lothringen* (parti régional indépendant d'Alsace-Lorraine), avec des figures comme Charles Roos, Paul Schall ou René Hauss<sup>15</sup>. Ce *Landespartei* défend clairement une ligne séparatiste avec la France : il met en avant le caractère germanique de l'Alsace et la Moselle, considère la langue allemande comme la base de la culture de la région et revendique une autonomie politique totale, avec une assemblée régionale chargée de voter les lois, désigner un exécutif local ou définir le budget de la région<sup>16</sup>. Hermann Bickler, jeune avocat animateur d'une association étudiante autonomiste, rejoint rapidement ce mouvement<sup>17</sup>. Cette agitation régionaliste provoque une forte réaction du gouvernement français. Les principaux journaux autonomistes, la *Zukunft*, la *Wahrheit* et la *Volkstimme*, sont interdits fin 1927. Le pouvoir fonde cette interdiction non sur un argument politique, mais sur une disposition locale de 1895 qui interdit la vente et la diffusion de journaux en langue étrangère<sup>18</sup>. Des perquisitions suivies de l'arrestation des principaux cadres des partis autonomistes ont lieu, Charles Roos s'enfuit vers la Suisse. Un procès est ouvert devant la cour d'assises de Colmar en mai 1928 : la moitié des vingt-deux accusés est déclarée coupable d'incitation à la rébellion contre l'autorité ; Charles Roos et Robert Ernst sont condamnés à 15 ans de réclusion par contumace<sup>19</sup>. Le procès n'a finalement pas l'effet escompté car l'autonomisme se renforce et certains en son sein choisissent des voies plus extrémistes.

---

<sup>12</sup> Lothar KETTENACKER, « La politique de nazification en Alsace » [traduit de l'allemand par Joseph PHILIPPS] dans les *Saisons d'Alsace*, n°65, 1978, p.7-146, à la p. 19-21.

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> Alfred WAHL, *Les Autonomistes...op. cit.*, p.221.

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> Lothar KETTENACKER, « La politique de nazification », *op. cit.*, p. 20.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p.23.

<sup>19</sup> Charles Roos s'était alors réfugié en Suisse. Il revient purger sa peine en novembre 1928 avant d'être acquitté par le tribunal de Besançon en 1929. Robert Ernst se trouvait alors en Allemagne, pays dont il avait la nationalité.

## L'évolution des années 1930

Malgré cette réaction judiciaire mise en œuvre par le gouvernement français, l'autonomisme alsacien et sa frange séparatiste reprennent aussitôt leurs activités. De nouveaux journaux paraissent et remplacent ceux qui avaient été interdits, c'est le cas par exemple du *Narrenschiff* publié à partir de juillet 1928 par René Schlegel. Outre le contexte politique local, l'évolution de la situation nationale et la crise économique qui touche la France à partir du début des années 1930 sont autant d'éléments qui favorisent une forme de radicalisation des mouvements à l'œuvre dans la région. Cela se traduit notamment par l'apparition de sections régionales des ligues françaises d'extrême droite (Jeunesses patriotiques, Action française et Croix de feu notamment). Soutenus par les autorités allemandes, ces mouvements se renforcent et favorisent la création de comités antisémites<sup>20</sup>. Ces derniers s'en prennent à la fois à la communauté juive alsacienne, mais aussi aux populations juives réfugiées qui quittent l'Allemagne nationale-socialiste et sa politique d'exclusion. À Strasbourg, le *Narrenschiff* publie plusieurs unes ouvertement antisémites, avec des caricatures, qui reflètent l'opinion d'une partie de la population dont la xénophobie se nourrit de l'inquiétude née de la dégradation du contexte économique. De manière générale, la presse autonomiste pro-allemande défend de manière constante des positions antisémites.

L'*Elsass-Lothringer Zeitung*, dont le rédacteur en chef est Paul Schall, s'en prend régulièrement aux Juifs. Il proteste notamment contre les mesures d'exception accordées par la préfecture du Bas-Rhin pour faciliter le séjour et l'emploi des réfugiés politiques allemands, en particulier des Juifs. Tout au long de l'année 1933, plusieurs articles paraissent dans ce journal pour dénoncer un prétendu remplacement des travailleurs alsaciens par ces réfugiés dont la présence favoriserait l'augmentation du chômage<sup>21</sup>. En 1938, Pierre Gérard (1915-1989), militant d'extrême droite proche de Louis Darquier de Pellepoix, organise en son nom la section locale du "Rassemblement antijuif" en Alsace. Il publie à cette fin un ouvrage en langue allemande afin d'être lu par le plus grand nombre dans la région. Ces idées circulent également au sein du *Bauernbund* (fédération paysanne) dirigé par Joseph Bilger qui intègre à partir de 1935 le Front national du travail, autre mouvement créé par Bilger. Afin de donner une audience nationale à son action, le *Bauernbund* rejoint le Front paysan de Henri Dorgères dont les partisans arborent des chemises vertes. Dès lors, le mouvement se dote d'un programme ouvertement anticapitaliste, xénophobe, antisémite, antiparlementariste et anticommuniste. Ces tentatives de développement se heurtent cependant à l'opposition des communistes. De fait, le Front national du travail ne parvient pas à s'étendre aux ouvriers et ses membres restent, pour l'essentiel, des représentants du monde paysan. Quant à l'extension géographique, celle-ci se réalise en Moselle mais ne parvient guère à aller au-delà. Attisant la haine de l'autre, ce courant politique se développe sur le terreau de la crise économique qui frappe de plein fouet l'ensemble du monde agricole, en particulier la petite paysannerie encore très répandue en France, en Alsace dans le Sundgau. Joseph Bilger et les membres de ses mouvements sont placés sous la surveillance des renseignements généraux<sup>22</sup>. Opposé au Front populaire, Bilger organise de

---

<sup>20</sup> Julien FUCHS, « La jeunesse alsacienne et la question régionale (1918-1939) », dans *Histoire@Politique*, 2008/1 (n° 4) [en ligne consulté le 29 juin 2022 : <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2008-1-page-8.htm>]

<sup>21</sup> Jean-Claude BARBIER, *L'accueil des réfugiés d'Allemagne en Alsace (1933-1934) : arbitraire de l'administration et marges de l'action individuelle et collective*, HAL Archives ouvertes, 2014, [en ligne consulté le 28 juin 2022 : [halshs-01003938](https://halshs-01003938)], 85 p. à la p.34.

<sup>22</sup> Archives d'Alsace, site de Strasbourg, 98 AL « Affaires militaires » 672 ; Rapport du commissaire divisionnaire de police spéciale au préfet du Bas-Rhin, 7 janvier 1937.

grandes manifestations de protestation, en dépit des interdictions de la préfecture, ce qui lui vaut une brève période de détention en 1937.

Outre ces créations émanant de la mouvance d'extrême droite française, après 1933 et la prise de pouvoir par Adolf Hitler en Allemagne, une partie du mouvement autonomiste alsacien se tourne vers le « modèle » national-socialiste. Certains en son sein expriment ouvertement non seulement leur admiration pour le régime, mais aussi leur souhait de voir l'Alsace s'éloigner du cadre démocratique français. Cette évolution est en particulier perceptible dans l'évolution à l'œuvre au sein des mouvements de jeunesse de certains partis autonomistes. Dès 1931, le *Jungvolkspartei* (parti de la jeunesse) regroupe des jeunes de 18 à 28 ans. Son fondateur Joseph Rossé est un candidat régulier aux élections sous la bannière autonomiste. Sa dénonciation du danger communiste et ses craintes face à une France jacobine lui font prendre le chemin d'un soutien plus ou moins marqué à l'Allemagne nationale-socialiste. Deux autres groupements autonomistes de jeunes marquent aussi le paysage politique alsacien : la *Jungmannschaft* (jeune équipe) et le *Bund Erwin von Steinbach* (cercle Erwin von Steinbach, du nom du principal architecte de la cathédrale de Strasbourg), dirigés par deux des représentants les plus actifs de l'autonomisme germanophile alsacien, respectivement Hermann Bickler et Friedrich Spieser<sup>23</sup>.

La *Jungmannschaft* est d'abord l'organisation de jeunesse de l'*Unabhängige Landespartei für Elsass-Lothringen* avant de prendre son indépendance sous le nom d'*Elsass-Lothringer Partei* pour échapper à la loi d'interdiction des ligues adoptée sous le Front populaire en 1936. Même si elle ne joue qu'un rôle secondaire dans la vie politique alsacienne, elle exerce une influence importante dans les années 1930 en raison de son discours politique inspiré du national-socialisme et des liens qui s'établissent entre ses membres et le régime allemand<sup>24</sup>. Rassemblé autour de la volonté de créer une *Volksgemeinschaft* (communauté du peuple alsacien), ce mouvement souhaite la « défrancisation » de l'Alsace et de la Moselle. Bickler et ses compagnons choisissent de mettre en avant le symbole de la *Wolfsangel* (le crochet de loup) : c'est une référence à la Guerre des paysans du début du XVI<sup>e</sup> siècle, mais aussi un rappel de la croix gammée. Résolument engagée dans le sentiment du *Volkstum*, c'est-à-dire la défense d'une « communauté d'êtres de même souche, ayant un long passé commun, unis organiquement dans le présent et fiers de leur singularité<sup>25</sup> », la *Jungmannschaft* adopte des positions nettement opposées à la modération alors à l'œuvre dans les cercles autonomistes dominés par l'UPRN. Le mouvement se structure sur le modèle de la Jeunesse hitlérienne et est notamment présent dans l'Alsace protestante du Nord. En 1938, des rapports de police estiment qu'il rassemble environ un millier de membres<sup>26</sup>.

Fondé quant à lui à Aubure en 1926, le *Bund Erwin von Steinbach* est dirigé par Friedrich Spieser, fils de pasteur et membre de la ligue pangermaniste. Ce mouvement regroupe initialement des jeunes gens venus des milieux bourgeois et protestant du nord de l'Alsace. Le mouvement met en valeur le partage de la culture germanique autour de la pratique de la randonnée pédestre, de la musique, du chant ou de la danse folklorique. L'objectif poursuivi par Spieser consiste à former une « élite politique et culturelle » chargée de mener la « résistance alsacienne et lorraine » face aux « ennemis

---

<sup>23</sup> Julien FUCHS, « La jeunesse alsacienne et la question régionale (1918-1939) », *op. cit.*

<sup>24</sup> Lothar KETTENACKER, « La politique de nazification en Alsace », *op. cit.*, p.25-27.

<sup>25</sup> Jacques ULMANN, *De la Gymnastique aux sports modernes : histoire des doctrines de l'éducation physique*, Paris : Vrin, 1977, p. 277-290 cité par Julien FUCHS, « La jeunesse alsacienne et la question régionale (1918-1939) » *op. cit.* p.8.

<sup>26</sup> Julien FUCHS, « La jeunesse alsacienne et la question régionale (1918-1939) », *op. cit.* p. 8.

de la *Heimat* (petite patrie)<sup>27</sup> ». La défense du nationalisme allemand mise en œuvre par ce cercle prend un tour nouveau à partir du début des années 1930 lorsque Friedrich Spieser acquiert les ruines du château de Hunebourg pour les transformer en un lieu de réunion de la jeunesse autour des valeurs germaniques<sup>28</sup>. Le projet voit le jour grâce à la fortune de l'épouse de Spieser, issue de l'aristocratie prussienne, et à l'appui d'Alfred Toepfer, négociant hambourgeois désireux de financer la défense des « minorités ethniques allemandes ». Malgré les obstacles juridiques opposés par l'administration française, soucieuse de freiner un projet aussi hostile à la France, Spieser parvient à transformer le château de Hunebourg en lieu d'accueil de divers rassemblements. La construction est parachevée par l'édification d'une tour destinée à servir de mémorial aux victimes alsaciennes de la Première Guerre mondiale tombées dans les rangs de l'armée allemande. La pose de la première pierre se fait dans la nuit du 10 au 11 juillet 1937 en présence de 700 membres de la *Jungmannschaft* et du *Bund Erwin von Steinbach*<sup>29</sup>. Cette cérémonie, organisée discrètement à l'initiative de Hermann Bickler, se fit suivant les rituels militaires allemands.

Ces liens de plus en plus nets entre certains milieux autonomistes et l'Allemagne nationale-socialiste suscitent des réactions en Alsace. C'est par exemple le cas du caricaturiste et journaliste Henri Zislin. Après avoir animé le journal *Dur's Elsass (A travers l'Alsace)* dans les années 1910, une publication très critique à l'encontre du pouvoir allemand, en particulier du militarisme prussien, Zislin lance le journal *D'r Franc-Tireur* à partir de 1930, avec en sous-main le soutien des autorités françaises ; le titre reste actif jusqu'en juillet 1935. Fidèle à ses convictions, Zislin défend l'idée d'une Alsace pleinement intégrée à la République française. Les cibles de ses caricatures sont principalement les autonomistes dont il dénonce la collusion avec le national-socialisme, mais aussi le régime hitlérien : avec perspicacité, il met en exergue le double discours d'Adolf Hitler et les risques qui pèsent sur la paix en Europe.

### **L'accroissement des tensions internationales après 1937**

Dans le contexte de la montée des tensions en Europe, l'engagement d'une frange des autonomistes dans le soutien au national-socialisme est placé sous la surveillance vigilante des autorités françaises. Ces années sont en effet marquées par la participation plus ou moins directe des puissances européennes à la guerre civile en Espagne à partir de 1936, mais aussi par les actions entreprises par Adolf Hitler et son gouvernement pour remettre en cause les clauses du traité de Versailles : réintroduction du service militaire en 1935, remilitarisation de la Rhénanie en 1936, annexion de l'Autriche en mars 1938. Comme d'autres courants politiques à l'échelle nationale, les autonomistes alsaciens défendent une position pacifiste et la recherche de l'apaisement avec l'Allemagne. Le *Narrenschiff* dénonce ainsi régulièrement le bellicisme qu'il impute au gouvernement français qui, durant les années 1930, déploie la ligne Maginot, augmente les budgets de l'armée et envoie des renforts militaires à la frontière alsacienne. Le journal considère que l'Alsace devient un immense terrain militaire. Le mouvement politique qu'il représente véhicule l'idée que le communisme représente un risque bien plus important que le nazisme et que, pour cette raison, la paix doit être préservée à tout prix. Cette position se double en Alsace des convictions ethno-régionalistes portées par les ligues et autres mouvements déjà évoqués.

---

<sup>27</sup> Philipp Charles Farwell BANKWITZ, « Les Chefs autonomistes alsaciens » dans les *Saisons d'Alsace*, n°71, 1980, p.7-135 à la p. 63.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> Léon STRAUSS, « Fritz Spieser, le reconstruteur de la *Burg* » dans Gilles BARNAGAUD, Pierre BOULAY, René KILL, dir., *Hunebourg, un rocher chargé d'histoire du Moyen Âge à l'époque contemporaine*, Strasbourg : Société savante d'Alsace, 1997, p. 121-165, à la p. 141.

Ces prises de position prennent de l'ampleur lors de la crise des Sudètes de septembre 1938. Des journaux comme *Die Neue Welt* célèbrent l'espoir du maintien de la paix après la conclusion des accords de Munich le 30 septembre 1938. Cette célébration s'accompagne d'une dénonciation directe des « bolcheviques, des chauvinistes, des bellicistes et des réfugiés Juifs ». À cette date, *Die Neue Welt* est proche de la ligne éditoriale de *l'Alsass-Lothringer Zeitung*. Le titre, autrefois tribune du parti communiste français en Alsace, a totalement changé son orientation sous l'impulsion de Charles Hueber et de Jean-Pierre Mourer, tous deux passés du communisme à une ligne nettement plus proche du national-socialisme après 1935. Le contexte de grave crise internationale inquiète alors les autorités françaises qui craignent le soutien que pourraient apporter les autonomistes à une revendication allemande sur l'Alsace-Moselle. Des perquisitions sont ordonnées dans les locaux de la *Landespartei* et de *l'Alsass-Lothringische Partei*. Parmi les documents placés sous scellés, les autorités trouvent des preuves du caractère national-socialiste des mouvements, mais aucune preuve directe de leur collusion avec une puissance étrangère<sup>30</sup>. D'ailleurs, le 6 décembre 1938, le gouvernement allemand signe avec la France un accord de renonciation officielle de l'Allemagne à l'Alsace-Moselle. La prise totale de contrôle de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne en mars 1939 achève cependant de convaincre le gouvernement français d'Édouard Daladier du danger auquel il est confronté. Aussi, la *Jungmannschaft*, le *Bund Erwin von Steinbach* et *l'Elsässicher Volksbildungsverein* (Association d'éducation populaire alsacienne), dirigé par Charles Roos, sont interdits par décret-loi. Dans un texte rédigé en 1939 pour l'agence de presse Opera Mundi, le journaliste Emmanuel d'Astier de La Vigerie revient en détail sur les prises de position de ces mouvements en faveur de l'Allemagne nationale-socialiste et sur le danger qu'elles font peser pour la France<sup>31</sup>. Il souligne également que Charles Roos a été arrêté et incarcéré quelques semaines plus tôt pour espionnage au profit de l'Allemagne.

Après le déclenchement de la guerre en septembre 1939, les autorités françaises font arrêter les principaux dirigeants du mouvement autonomiste alsacien. Une quinzaine d'hommes politiques sont alors incarcérés dont Victor Antoni, Hermann Bickler, Peter Bieber, Joseph Brauner, René Hauss, Jean Keppi, Rudolf Lang, Camille Meyer, Jean-Philippe Mourer, Edmond Nussbaum, Joseph Oster, Joseph Rossé, Paul Schall, René Schlegel et Marcel Stürmel. Leur arrestation constitue également un moyen de s'assurer que ces éléments jugés peu sûrs sont tenus éloignés de la ligne de front. Charles Roos quant à lui est jugé par le tribunal militaire de Nancy, condamné à mort pour intelligence avec l'ennemi et exécuté le 7 février 1940. Le gouvernement allemand nie alors toute relation avec lui<sup>32</sup>.

## Conclusion

Placées dans une position politique inconfortable, quelques années seulement après leur retour à la France, l'Alsace et la Moselle connaissent une forte poussée de l'autonomisme. Il s'agit alors d'une réponse au pouvoir français jugé trop brutal et peu soucieux des particularismes locaux. Ce courant politique s'appuie également sur un contexte économique dégradé par l'interruption des liens construits durant près de cinquante ans avec l'Allemagne, puis par la crise de 1929. C'est ainsi que, face aux tergiversations françaises et grâce à l'appui plus ou moins discret des autorités allemandes, un fort mouvement autonomiste se développe en Alsace et en Moselle. La prise du pouvoir par Adolf

---

<sup>30</sup> Lothar KETTENACKER, « La politique de nazification de l'Alsace », *op. cit.*, p.31.

<sup>31</sup> Archives d'Alsace, site de Strasbourg, 98 AL « Affaires militaires » 672, [rapport d'] Emmanuel d'ASTIER DE LA VIGERIE, *La Vérité sur les ligues dissoutes. Délivrée de l'ombre de la croix gammée, l'Alsace respire enfin*.

<sup>32</sup> Lothar KETTENACKER, « La politique de nazification de l'Alsace », *op. cit.*, p. 32.



Hitler en 1933 entraîne la radicalisation d'une frange des sympathisants autonomistes. Ces derniers revendiquent alors l'idée d'une séparation avec la France en mettant en avant la « germanité » de leur région et leur admiration pour le régime national-socialiste. Les autorités françaises surveillent cette évolution mais tardent à y mettre un terme définitif. Le déclenchement de la guerre mondiale en septembre 1939 fait basculer les autonomistes les plus germanophiles du côté des adversaires de la France. La majeure partie d'entre eux profite d'ailleurs de l'annexion à partir de juin 1940 pour revenir en Alsace et se mettre au service de l'occupant, même si ce dernier, par prudence, leur confie le plus souvent des postes à l'influence politique limitée. Cette collusion d'une partie des autonomistes avec le national-socialisme marque le paysage politique alsacien de la fin des années 1930. Elle signe le divorce de cette frange séparatiste avec la France.